
LA CRISE DU SYSTÈME MONÉTAIRE CAPITALISTE, LE PROGRAMME POUR UNE DÉMOCRATIE AVANCÉE ET LE FRANC

paul boccara

En une année, de novembre 1967 à novembre 1968, le monde capitaliste a connu trois crises monétaires graves : dévaluation de la livre, crise du marché de l'or, crise du franc. Au début de mai 1969, au moment où ces lignes sont écrites, le monde capitaliste est secoué par une nouvelle grande vague de spéculation.

Cependant, les phénomènes monétaires expriment, de façon plus ou moins déformée, l'ensemble du mouvement antagonique de l'économie capitaliste. Avec l'ouverture de la crise du système monétaire capitaliste international, c'est une véritable crise de tout le système capitaliste contemporain qui commence.

Ce système se caractérise partout par l'intervention systématique de l'Etat bourgeois au profit du capitalisme de monopoles, par le capitalisme monopoliste d'Etat installé à la suite de la longue phase de difficultés des années 1920 et 1930 pour sauver le régime d'exploitation des travailleurs. Au cours d'une longue phase d'essor d'environ 25 ans, entrecoupée de récessions ou de crises de faible ampleur, après la deuxième guerre mondiale, les contradictions capitalistes irréductibles se sont de nouveau gravement approfondies. Le capitalisme mondial amorce une nouvelle longue phase de difficultés, conjoncturelles. La structure même du capitalisme monopoliste d'Etat, la domination des monopoles et l'intervention de l'Etat à leur profit, révèle son caractère parasitaire devant le progrès des forces productives et elle est mise en cause par les luttes des travailleurs.

La France, loin d'être épargnée par ces difficultés économiques et monétaires, s'est révélée en être, au contraire, un terrain

privilegié du fait de la politique du capital monopoliste et de son pouvoir d'Etat sous la forme gaulliste. C'est pourquoi le mécontentement et la volonté de changement démocratique profond ont gagné progressivement toutes les couches des travailleurs.

La crise du franc est une expression de la crise de la politique économique et sociale du grand capital. Les questions monétaires sont, avec d'autres, au cœur de la bataille des élections présidentielles de juin 1969, étape importante de la lutte entre les deux seules issues effectives de la situation :

— ou bien **le maintien de la domination de l'oligarchie financière**, dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat, sous une forme ou sous une autre, malgré la gravité des difficultés économiques intérieures et extérieures et le mécontentement populaire.

— ou bien **une transformation démocratique profonde des structures et de la politique**, une démocratie avancée fondée sur l'union des partis de gauche et des syndicats, autour d'un programme commun comprenant notamment la nationalisation des secteurs-clés de l'économie. Cette démocratie, en répondant directement aux besoins de toutes les couches de travailleurs et de la nation, ouvrirait une phase de transition vers le socialisme.

Le patronat et les réactionnaires, gaullistes ou non, utilisent la prétendue « bataille du franc » pour faire barrage aux aspirations populaires. Selon eux, des revendications sociales hardies dans tous les domaines entraîneraient des déséquilibres provoquant la crise monétaire. On peut montrer que ce sont, au contraire, les exigences du grand capital et les complaisances du pouvoir à son égard qui ont provoqué la crise du franc et qui continuent à l'aggraver. Toute politique qui ne s'attaque pas systématiquement aux monopoles est réduite, plus que jamais, et quelles que soient ses proclamations « libérales » ou de « gauche », à se soumettre aux exigences du grand capital.

On peut encore poser la question des pressions que les puissances d'argent ne manqueront pas d'exercer sur la monnaie, en cas d'arrivée au pouvoir des forces ouvrières et démocratiques. Ici aussi, il est possible de montrer comment un programme démocratique antimonopoliste peut, et peut seul, faire échec à ces pressions sur le plan intérieur et extérieur.

Enfin, d'autres questions peuvent concerner les relations du franc avec les monnaies européennes et le dollar. La crise du franc, résultat de la politique de classe de l'oligarchie, a déjà poussé le pouvoir gaulliste à une attitude beaucoup plus «atlan-

tique » sur le plan monétaire lors de la conférence de Bonn, en novembre 1968. Comme les pressions intérieures et extérieures continuent à se renforcer dans ce sens, moins que jamais les gaullistes avec Pompidou, ni d'autres candidats plus ouvertement pro-atlantiques et pour l' « Europe » (des trusts), ne sauraient assurer une politique d'indépendance nationale et de coopération internationale sur la base de l'avantage réciproque avec nos voisins, sur le plan économique et monétaire.

Afin de préciser quelque peu les premières réponses apportées à ces questions, nous considérons, successivement, dans leurs grandes lignes :

- 1 — la crise du système monétaire capitaliste international ;
- 2 — la crise du franc et de la politique économique du grand capital (1967-1968) ;
- 3 — l'aggravation récente de la crise du franc (1969) ;
- 4 — le franc et les solutions de la démocratie avancée.

L'urgence et le manque de place nous contraignent à ne publier dans ce numéro que les deux derniers chapitres de cette importante étude de P. Boccara sur « La crise du système monétaire capitaliste, le programme pour une démocratie avancée et le franc ».

Celle-ci, tirée à part en brochure en supplément à ce numéro est disponible dès à présent à « Economie et Politique ».

Prix : 2 F.

L'AGGRAVATION RÉCENTE DE LA CRISE DU FRANC (1969)

Les contradictions de la politique du crédit et le problème des réserves publiques de change.

La pression inéluctable des profits privés, en l'absence d'une orientation antimonopoliste de l'Etat fondée sur la nationalisation des banques et des secteurs-clés de l'industrie, se manifeste de la façon la plus anarchique aujourd'hui avec l'escalade des taux d'intérêt.

La politique des taux d'intérêt bas est pratiquée par tous les Etats capitalistes et notamment par la France, au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Elle vise à favoriser l'accumulation du capital sous sa forme productive. Les profits liés à la hausse des prix et à la spéculation, comme les risques des prêteurs du fait de cette hausse et de la spéculation, poussent sans cesse à l'élévation des taux d'intérêt sur le marché. Cette pression est d'autant plus vive que l'Etat peut freiner l'expansion quantitative du crédit pour réduire les risques extérieurs de l'inflation monétaire. Enfin, le déficit des balances des paiements pousse à l'élévation des taux d'intérêt officiels afin d'attirer les capitaux flottants et d'accroître les réserves publiques de devises.

C'est ainsi que s'est déclenchée l'escalade des taux d'intérêt, menée par les Etats-Unis à partir de 1966. Malgré les tentatives de réves entre les banques centrales en 1967, le mouvement se développe poussé par les difficultés des balances de paiements de différents pays, comme l'Angleterre ou les Etats-Unis. Bien plus, avec l'ampleur croissante du marché des capitaux flottants et l'euro-dollar (1) le taux d'intérêt très élevé sur ce marché tend à devenir le taux leader. Il dépasse 9 % au début de mai 1969. En 1969, les taux d'escompte officiels atteignent des niveaux records, notamment aux Etats-Unis où ils rejoignent le niveau de 1929.

En France, dans ces conditions, le Trésor public rencontre des difficultés pour ses emprunts. Ses prélèvements quasi-forcés par l'intermédiaire des bons placés dans les banques de dépôts et par les chèques postaux tendent à être critiqués par les capitalistes qui voudraient être plus largement en prise directe sur l'épargne liquide (2). Par ailleurs, le crédit à bas taux d'intérêt permis par l'intervention de l'Etat, peut être utilisé pour encourir la spéculation comme on l'a vu lors de la crise de novembre 1968. Enfin les taux peu élevés servis aux dépôts les incitent à chercher des placements plus rémunérateurs ailleurs.

1. En raison des excédents croissants de dollars détenus par les sociétés capitalistes situées en Europe, en liaison avec le déficit de la balance des paiements des E.-U.

2. En liaison avec le gonflement inflationniste des profits et des capitaux on assiste en France, en 1967 et 1968 à l'expansion des banques mixtes avec la transformation partielle des banques d'affaires en banques de dépôts (banque d'Indochine, Rothschild, B.U.P., Banque de Paris et des Pays-Bas). Inversement, les banques de dépôt nationalisées (comme la Banque Nationale de Paris) ou non, étendent leurs activités dans le domaine des achats de valeurs mobilières et de placements longs. Les compagnies d'assurances et les caisses de retraite développent aussi leurs immobilisations. Les risques d'indisponibilité des fonds sont grandement accrus.

D'où la politique récente d'augmentation des taux d'intérêt officiels, accentuant nettement la tendance marquée depuis quelques années. On vise à décourager l'utilisation des crédits pour la spéculation et à freiner les départs de capitaux. Mais aussi, cette élévation des taux d'intérêts rend plus difficiles les emprunts pour les équipements publics sociaux, ainsi que pour les investissements productifs, notamment dans les secteurs lourds (1). Ces difficultés, inégales suivant les branches, sont masquées sur le plan global par la fuite devant la monnaie qui pousse actuellement à des investissements productifs de nature spéculative et non pas seulement à l'achat d'actions.

Enfin, la hausse des taux d'intérêts est un élément supplémentaire de la hausse des prix.

Cette nécessité d'augmenter les taux d'intérêts, en raison de l'escalade des taux sur le marché de l'Euro-dollar montre l'inefficacité de fait du contrôle des changes, malgré son renforcement après la crise de novembre. Si le contrôle était vraiment efficace, il serait possible de pratiquer à l'intérieur du pays des taux plus bas.

Un autre aspect des contradictions croissantes de la politique du crédit concerne l'expansion quantitative du crédit et de la masse monétaire en général, visant à favoriser l'accumulation des capitaux monopolistes. La nécessité du freinage de cette expansion résulte du poids de l'inflation sur les prix des produits nationaux et, par l'intermédiaire du déficit de la balance commerciale qui en résulte, sur les pertes de devises et la situation du franc. Mais désormais, les dommages créés aux réserves publiques de devises par la spéculation sont de loin les plus importants. De même que la spéculation a fortement contribué au gonflement inflationniste des crédits.

Tandis que la France a connu une inflation importante en 1968, le Conseil national du Crédit a déclaré que l'année 1968 a été moins anormale qu'on ne le pensait. En réalité, du fait de la spéculation, la France a connu une diminution de presque moitié des réserves officielles de change (or et devises) : 15,9 milliards de francs, soit plus de 46 % (2). Les statistiques du Conseil national de Crédit ne décrivent pas l'endettement extérieur qui a compensé en partie ces pertes. En même temps, l'inflation s'est marquée par le gonflement des billets et des comptes à vue qui ont augmenté presque 2 fois plus vite qu'en 1967, tandis que leur vitesse de circulation s'accroissait également. Au contraire, l'augmentation des dépôts à terme a été sensiblement moindre qu'en 1967 (3).

Les pertes de réserves de devises ont continué au début de 1969 et se sont accélérées au cours du mois d'avril. On invoque

1. Pour le moment, les entreprises américaines supportent mieux les taux élevés en raison de l'avance de leur productivité, tandis que les Allemands, favorisés par la spéculation, pratiquent encore des taux plus modérés.

2. L'importance des réserves publiques de change vient du fait qu'elles permettent de faire face à un éventuel déficit de la balance des paiements. Sinon, on peut être réduit à la dévaluation, ou encore à l'endettement extérieur.

3. Les excédents de dépôts sur les retraits dans les Caisses d'Épargne ont encore diminué fortement pendant le premier trimestre 1969.

à ce sujet le déficit de la balance commerciale lié à l'augmentation inflationniste de la demande intérieure et à la concurrence des prix des produits étrangers. Certes, ce déficit d'environ 100 millions de dollars par mois s'est encore aggravé en avril (136 millions). A ce rythme qui indique la persistance des difficultés, les réserves officielles pourraient, cependant, durer plusieurs années (1).

Mais ce qui est beaucoup plus grave, c'est la persistance des pertes dues à la spéculation et la possibilité de leur aggravation, malgré les freins du contrôle des changes, comme le montrent les mouvements du début de mai 1969. Les pertes de devises se sont accélérées dès avril, où elles auraient dépassé 210 millions de dollars. L'endettement extérieur qui tend à s'accroître camoufle l'importance des pertes effectives (2).

En raison de la persistance des difficultés monétaires, la politique d'encadrement du crédit, décidée en novembre, et déjà prorogée par la suite jusqu'en juin, a été prorogée le 8 mai jusqu'à la fin de l'année. Parmi les mesures décidées le 8 mai, on peut encore noter la restriction sensible du crédit à la consommation, et l'augmentation des taux d'intérêts servis aux dépôts à terme (3).

Malgré les dénégations du gouvernement, le freinage du crédit à court terme et de la masse monétaire envisagé est considérable, l'augmentation du crédit à court terme représenterait moins de la moitié de celle de 1968 et celle de la masse monétaire sera pratiquement nulle étant donnée la hausse prévue des prix. Certes, la modification de la vitesse de circulation de la monnaie demeure une inconnue. Mais il demeure que ces restrictions pèseront surtout sur les petites et moyennes entreprises, et qu'elles pourraient encore être augmentées au lendemain des élections. Alors que la progression de la production que nous avons connue après juin donne des signes de ralentissement, ces mesures restrictives pourraient la freiner encore davantage. Le gouvernement prétend qu'il pourrait faire marche arrière en cas de récession. Mais il faut tenir compte de la conjoncture internationale et des possibilités d'un ralentissement américain sérieux.

La vague de spéculation du début de mai 1969.

Les pressions à la dévaluation du Franc.

L'extrême sensibilité du système monétaire capitaliste et l'aggravation incessante de ses contradictions ont été révélées par la grande vague de spéculation des deux semaines qui ont suivi le référendum du 27 avril. Cette spéculation s'est fondée sur la

1. Elles atteindraient en effet, au 1^{er} mai 1969, 3,7 milliards de dollars ou 18,6 milliards de francs, sans compter les crédits à court terme obtenus auprès des banques étrangères en novembre (plus de 2 milliards de dollars) et les crédits conditionnels ouverts au F.M.I. (985 millions de dollars) non encore utilisés. Par rapport au 1^{er} mai 1968, elles auraient baissé de 2,2 milliards de dollars, soit environ 11,1 milliards de francs.

2. L'Etat fait notamment appel au marché allemand par l'intermédiaire du secteur public. Ainsi, en mars, 570 millions de marks ont été empruntés pour la S.N.C.F. (120 millions), les P. et T. (200 millions), les autoroutes (200 millions), le District de la région parisienne (50 millions).

3. Le crédit à l'exportation particulièrement bas est rendu un peu plus cher, pour freiner sans doute les facilités qu'il offre toujours à la spéculation.

faiblesse persistante et aggravée du franc dans les mois précédents, sur la faiblesse particulièrement marquée de la livre, ainsi que sur les déclarations allemandes du 29 avril, écartant uniquement une réévaluation « unilatérale » du mark. Elle a été accélérée par l'attitude de la Banque fédérale allemande, refusant de prendre à sa charge des risques de change.

La vague de spéculation mondiale a encore plus touché, semble-t-il, la livre que le franc, pour ne pas parler des difficultés exceptionnelles de la monnaie danoise. Mais, outre le dollar, elle a aussi atteint la lire italienne.

Environ 4 milliards de dollars auraient afflué en Allemagne pendant la dernière crise avortée : un peu plus qu'en novembre. Certaines estimations considèrent que 1,6 milliard représentent des disponibilités des autres banques centrales que la Banque fédérale allemande, environ 700 millions pour la Banque d'Angleterre et 200 pour la Banque de France, le reste, 2,4 milliards, provenant du marché de l'euro-dollar. Malgré cette pression formidable de la spéculation, notamment de la part des sociétés américaines, le gouvernement allemand a rejeté le principe de la réévaluation du mark. Tandis qu'auparavant il refusait seulement la réévaluation « unilatérale » et qu'il suggérait donc, comme les Etats-Unis, son accompagnement par une petite dévaluation française. Désormais, le gouvernement de la République fédérale, malgré l'opposition croissante des partisans sociaux-démocrates de la réévaluation au nom de la solidarité atlantique, rejette, du moins sous la direction démocrate-chrétienne, toute idée de réévaluation. Il est poussé à cette attitude par « l'Association des industriels allemands ». Le patronat allemand veut profiter de la position de force du mark et il ne veut pas faire les frais d'une réévaluation par la baisse des exportations. Tout en faisant la part des préoccupations de politique intérieure à la veille des élections allemandes de septembre, il convient de souligner cette tendance nouvelle à l'opposition aux Etats-Unis. D'ailleurs, loin d'augmenter l'inflation de crédits comme les y poussent les Américains, les Allemands s'efforcent de prendre des mesures pour neutraliser la masse des capitaux qui resteront chez eux (augmentation des réserves obligatoires des banques, gel de certaines recettes budgétaires, etc.). Si le mécontentement a été grand en Angleterre, on a été jusqu'à parler en privé à Washington de « déclaration de guerre monétaire ». Les contradictions inter-impérialistes tendent à s'accroître entre l'Allemagne et les Etats-Unis.

La réévaluation du mark de 6 à 8 % dont on parlait, n'aurait pas apporté une solution véritable aux difficultés monétaires internationales. Ce n'aurait été qu'un répit précaire. Mais la

non réévaluation nécessite le renvoi d'une partie des capitaux spéculatifs par le développement des accords de « swap » (échange de devises) avec les pays touchés, notamment la France, l'Angleterre et le Danemark, ainsi qu'un achat formidable de titres gouvernementaux américains à court terme par la Banque fédérale allemande. Cela accroît encore l'édifice de l'endettement mondial et le caractère artificiel des réserves officielles des banques centrales. Le système monétaire capitaliste fondé sur le dollar a, une fois de plus, révélé sa fragilité. La thésaurisation de l'or s'est accrue : le prix de l'or s'est élevé le 9 mai à 43,70 dollar l'once. Même s'ils ne jouaient plus la réévaluation du mark, les spéculateurs pourraient miser sur l'or contre le dollar et continuer à spéculer sur le mark en escomptant la dévaluation de la livre et surtout du franc.

Les pressions à la dévaluation du franc s'accroissent, bien qu'on attende de toute façon les élections. Beaucoup annoncent cette dévaluation avec insistance et elle existe déjà en fait dans une faible mesure, en raison de la décote du franc commercial. Cette dévaluation ne pourrait résoudre par elle-même les graves problèmes économiques et monétaires de notre pays. Bien plus, elle constituerait dans les mains du capital financier une arme pour faire retomber au maximum les difficultés sur les masses populaires, aggravant à terme les causes profondes de la suraccumulation des capitaux et de la faiblesse du franc.

En modifiant la parité du franc avec les autres monnaies et l'or, la dévaluation amputerait les épargnes populaires. Elle provoquerait la hausse des prix des produits importés et se répercuterait ainsi sur le pouvoir d'achat des salaires et des revenus des classes laborieuses. Elle serait d'ailleurs prétexte à une aggravation de la politique d'austérité. Certes, les produits exportés de France seraient payés moins cher à l'étranger. Mais ce stimulant à l'exportation payé par les travailleurs, serait, dans une certaine mesure, compensé par la hausse des importations (voir l'exemple de l'Angleterre). Ensuite, étant donné la faiblesse du taux de dévaluation qui serait imposé par les partenaires dont nous sommes de plus en plus débiteurs (on a parlé d'un plafond de 10 % en novembre), son effet serait particulièrement limité et provisoire. Enfin, les causes profondes des gaspillages et du manque à gagner sur le progrès de la productivité tenant au poids de la structure monopoliste privée, seraient renforcés par la diminution des débouchés intérieurs et de l'ampleur des investissements. D'ailleurs, la politique d'austérité concernant les équipements sociaux, les dépenses d'éducation nationale, etc. sape à long terme les facteurs de plus en plus décisifs de la productivité.

Les pressions à l'intégration monétaire européenne.

Les pressions à l'intégration monétaire européenne dans le cadre d'une petite Europe, élargie à l'Angleterre notamment, s'accroissent. Etant donné l'opposition à une monnaie européenne qui marquerait nettement la fin de la souveraineté économique des Etats concernés et qui supposerait que soient résolus les problèmes d'une intégration politique, ces pressions utilisent le biais d'un éventuel « Fonds de réserve européen ». L'idée d'un tel fonds a déjà été avancée en 1968 par Giscard d'Estaing et reprise alors par Pierre Uri, membre du « contre-gouvernement » de la F.G.D.S. (1). Relancée par Giscard d'Estaing en avril 1969, elle pourrait s'inscrire dans « l'ouverture » de Pompidou, tandis qu'elle est soutenue par les centristes réactionnaires. Le principe d'une telle institution a été vivement approuvé, le 29 avril dernier, par le président de la Fédération des Banques allemandes, Munchmeyer, proposant une « Banque fédérale de réserve européenne ».

En fait, tout en n'attaquant pas directement les souverainetés nationales monétaires et donc économiques des Etats, une telle institution serait un pas décisif vers une monnaie européenne. Les monnaies faisant partie du fonds en question seraient liées par des taux de change fixes, sans possibilités de changement de parité entre elles. Du fait de la mise en commun de la majeure partie des réserves officielles et des rapports inaltérables entre les monnaies concernées, la politique monétaire devrait nécessairement être menée en commun d'abord dans ses grandes lignes, puis de plus en plus dans le cadre des politiques économiques nationales qui seraient de plus en plus étroitement dépendantes de l'économie et de la monnaie dominantes.

Une monnaie européenne (et la Banque Fédérale de Réserve constituerait un pas décisif vers elle) ne serait pas la solution véritable des problèmes monétaires toujours plus graves.

La monnaie et la politique monétaire sont des instruments essentiels de la souveraineté nationale, car elles conditionnent toute la politique économique. Nous ne voulons pas voir dicter notre politique économique et sociale par Bonn, ni d'ailleurs par Londres et Washington.

Sur le plan international la monnaie européenne et déjà son amorce par la Banque de réserve commune, permettraient d'accroître encore l'inflation monétaire mondiale. Elle ne résoudrait pas le problème de fond de la suraccumulation croissante des capitaux, du caractère toujours plus inflationniste des profits et des capitaux exprimé par la rupture grandissante des monnaies avec l'or et la thésaurisation de l'or, entraînant l'aggravation des tendances à la surproduction et au chômage.

. Mendès-France a aussi avancé l'idée d'un « pool européen de trésorerie ».

Si c'était une vraie monnaie européenne, elle pourrait porter à un niveau plus dangereux les batailles d'hégémonie, notamment avec les Etats-Unis. Si c'était une annexe du dollar, elle continuerait de la même façon à aggraver les risques inflationnistes, mais elle ferait retomber plus sûrement les difficultés sur les peuples européens.

De toute façon, tandis que le développement colossal de la spéculation, pour ne pas parler de la thésaurisation de l'or, montre la nécessité de supprimer la dictature parasite du capital sur la vie des peuples, une intégration européenne plus ou moins atlantique aggraverait encore les contradictions entre les intérêts nationaux et la politique des oligarchies.

D'un côté, les contradictions interimpérialistes tendent à s'aggraver comme on le voit déjà avec une certaine tendance à un « gaullisme » allemand. D'un autre côté, les trêves et les compromis interimpérialistes se font sur le dos des peuples et contre l'intérêt des nations les moins développées.

Par ailleurs, la tendance à la domination des sociétés cosmopolites dites « transnationales » à direction américaine, se renforcent dans le cadre de la crise du système monétaire capitaliste. Les banques américaines mieux implantées que les banques européennes dans les différents pays de l'Europe capitaliste, sont de loin, les principales utilisatrices du marché de l'euro-dollar. Dans le cadre de la course aux achats de valeurs mobilières liée à la fuite devant la monnaie, les capitalistes des pays d'Europe sont en général des bailleurs de fonds des sociétés à direction américaine, tandis que les Américains s'efforcent de devenir des actionnaires de contrôle des sociétés européennes. De plus en plus, les batailles entre géants américains, ont pour objet de contrôler des firmes européennes (1).

Au contraire, des transformations démocratiques profondes permettraient de promouvoir le progrès économique national, tout en contribuant à un meilleur dénouement de la crise monétaire sur le plan international.

1. Le dernier exemple important, en France, est fourni par les visées de Westinghouse sur Jeumont-Schneider dans l'électromécanique, tandis que le grand rival de Westinghouse, General Electric, a déjà mis la main sur Bull. Déjà en 1968 on estime que la production des filiales américaines dans les autres pays capitalistes que les Etats-Unis dépassent 20 % de la production de ces pays.

LE FRANC ET LES SOLUTIONS DE LA DÉMOCRATIE AVANCÉE

Progrès social, progrès technique et monnaie.

Les réformes de structure démocratiques très profondes qui constituent ce que nous appelons la « démocratie avancée », en répondant aux aspirations au progrès de toutes les couches de travailleurs, ouvriers et employés, intellectuels, classes moyennes des villes et des campagnes, répondent directement aux besoins du développement national. Qu'il s'agisse de la consommation populaire, du logement et de la santé, des conditions de vie et de travail, des loisirs, de l'Education nationale ou de la recherche scientifique, la satisfaction de ces besoins permettrait de mettre au service de l'épanouissement des travailleurs les possibilités énormes de la révolution technologique qui commence à peine. Bien plus, ce développement des hommes conditionne la poursuite sans entraves des mutations technologiques qui s'annoncent. Au contraire, ces mêmes transformations ne peuvent s'épanouir et tendent à conduire, dans le cadre de la structure monopoliste privée, à la surproduction, au chômage des ouvriers et autres salariés, à la ruine de la petite bourgeoisie, en passant par la spéculation, la thésaurisation, et les antagonismes commerciaux et monétaires accrus entre les nations du monde capitaliste.

L'oligarchie financière, malgré ses efforts de division des diverses couches de travailleurs, est de plus en plus obligée de s'attaquer à toutes ces couches pour les besoins de la course à l'accumulation du capital, exacerbée actuellement par les tendances à la surproduction et par les difficultés monétaires. Elle contribue ainsi, à sa façon, à l'union de tous les travailleurs. Bien sûr, elle spéculé actuellement sur le replâtrage de sa domination, avec les bavardages de tous ses candidats aux élections présidentielles sur la « libéralisation » et l'ouverture « européenne », dont nous avons vu plus haut comment ils correspondent à l'infléchissement encore plus antisocial et antinational de sa politique (1). Elle espère séduire, avec ses propos rénovés, non seulement la moyenne bourgeoisie, mais une fraction des couches populaires. Mais, ces mirages ne tiendront pas devant les nécessités objectives de l'exploitation accrue par le grand capital de toutes les couches de travailleurs. La réaction sous toutes ses formes et le grand capital s'efforcent aussi, depuis que l'idée du programme commun à commencer à faire des progrès dans les masses, de faire barrage aux aspirations populaires en agitant la menace de la crise monétaire qui s'abattrait sur notre pays en cas de réalisation d'un programme social hardi. Elle

1. Dans la deuxième partie (non publiée dans ce numéro) nous avons vu la reculade gaulliste devant les Etats-Unis en novembre 1968 et l'enfoncement de la France dans le système des dettes extérieures, ainsi que la façon dont le grand capital prétend que la nécessité pour lui de mettre plus directement la main sur toutes les ressources nationales s'inscrirait dans la lutte contre les charges fiscales que l'Etat ferait peser en général sur tous. Alors que ces charges, dans la mesure où elles pèsent sur les salariés et la petite bourgeoisie profite au capital monopoliste, celui-ci veut mystifier ses victimes pour les spolier davantage.

utilise dans ce sens l'émotion du public devant les phénomènes spéculatifs nouveaux croissants. En vérité, ces phénomènes montrent que la crise monétaire a déjà éclaté du fait de la domination et de la politique de classe de l'oligarchie financière et de son pouvoir. Cette crise continue à s'aggraver, toujours de leur fait.

Au contraire, le programme que nous proposons, peut être réalisé sans désordre monétaire, grâce à l'action en trois temps qu'il organise.

Le problème monétaire et les différents « moments » du programme démocratique.

Dans un **premier temps**, les transformations profondes que nous proposons permettraient de juguler la spéculation et de mettre toutes les ressources financières du pays au service de son développement démocratique. La nationalisation de tout le secteur bancaire (banques de toutes catégories et sociétés financières), la restructuration démocratique du crédit, la nationalisation des monopoles des secteurs-clés de l'industrie (secteurs de base et secteurs de pointe), permettraient de neutraliser les forces de la spéculation dans ces domaines essentiels. On pourrait ainsi contrôler les sources et les canaux principaux des mouvements de fonds, tout en supprimant le mobile spéculatif de la valorisation des patrimoines privés. L'orientation antimonopoliste du gouvernement et le contrôle organisés des travailleurs permettraient, en s'appuyant sur les nationalisations bancaires et industrielles, une surveillance et une direction efficaces de l'utilisation du crédit et de l'orientation des investissements dans le reste de l'économie nationale, sur la base des options de la planification démocratique.

Actuellement, le contrôle des changes, bien que beaucoup plus sévère que dans l'été 1968, ne peut que freiner les sorties, qu'il s'agisse de la spéculation sur les devises ou sur l'or, qu'on utilise à cet effet les facilités de la zone franc ou de la Suisse ou des firmes plurinationales, ou encore la falsification des données du commerce extérieur.

Les autorités reconnaissent cette inefficacité relative du contrôle des changes en déclarant qu'elles sont désarmées devant la pression des taux d'intérêt de l'eurodollar : « Alors que les taux sont à 9 % sur le marché de l'eurodollar, qui pourrait être maître de sa manœuvre ? » (Couve de Murville, le 13 mai 1969.) Dans le cadre des réformes antimonopolistes que nous proposons, la politique du crédit du gouvernement démocratique retrouverait sa liberté de manœuvre. Il convient de noter que la nationalisation démocratique concernerait aussi les fir-

mes étrangères ou cosmopolites opérant dans les secteurs-clés de notre économie. Elle entraînerait, en conséquence, de nouveaux rapports internationaux non seulement sur le plan industriel mais sur les plans commercial et bancaire.

En ce qui concerne les pressions extérieures, l'intégration grandissante de la France dans les échanges capitalistes, et notamment européens, est une arme à double tranchant. Cette intégration peut nous aider à rendre les autres pays capitalistes et les grandes firmes cosmopolites plus « coopératifs », dans la mesure où ils n'ont pas intérêt à perdre leurs relations commerciales avec la France (1).

Il faudrait aussi considérer, parmi les mesures de ce premier temps, la pénalisation de la spéculation massive, l'action concernant les gros thésauriseurs d'or ainsi que les effets du remaniement démocratique d'ensemble de la fiscalité.

Un **deuxième temps** concerne l'expansion de l'investissement productif. Outre la suppression des dépenses de la force de frappe et la reconversion productive des firmes concernées, la nationalisation des branches dominantes de l'économie et la planification démocratique permettraient de nous affranchir des énormes gaspillages et des doubles emplois de la concurrence monopolistique entre les grandes sociétés qui se partagent la France, gaspillages dont certains aspects ont été révélés publiquement par la querelle Saint-Gobain - B.S.N.

La nationalisation démocratique donnerait une souplesse beaucoup plus grande à un secteur public, non seulement étendu, mais rationnellement décentralisé et conquérant. Ainsi serait résolu l'antagonisme qui s'est développé entre l'utilisation dans l'intérêt du grand capital privé du secteur nationalisé et le développement rationnel, au moindre coût, de l'économie nationale. Les solutions que l'oligarchie propose actuellement, avec le Plan Nora en particulier, tout en avouant en fait cet antagonisme, mettent plus directement les ressources publiques et nationales au service des firmes privées et tendent à démanteler des pans entiers du secteur nationalisé, au nom d'un prétendu « libéralisme ». Les regroupements et les formes d'intervention nouvelles de l'Etat qui sont envisagés, tout en révélant le développement des contradictions du capitalisme monopoliste d'Etat dans notre pays, n'ont en vue que l'accroissement des profits monopolistes à court terme. Ils aggraveront à plus long terme les gaspillages et le freinage du développement des forces productives, auxquels conduit l'utilisation des ressources publiques dans l'intérêt du grand capital privé et de ses profits, dont l'essence spéculative et anarchique se révèle avec le chômage comme avec la spéculation monétaire.

1. Il faut aussi tenir compte du fait que nos échanges avec les pays socialistes sont croissants et qu'il serait possible de les augmenter davantage.

Dans un **troisième temps** interviendrait l'effet des consommations sociales et des équipements collectifs nouveaux, qui seraient rendus possibles en raison des ressources dégagées par les deux ordres de mesures antérieures. Le développement des travailleurs et de leurs compétences ainsi que la croissance massive de leurs couches les plus qualifiées entraîneraient à plus ou moins long terme une croissance considérable de la productivité. Ces développements sont, d'ailleurs, exigés par la révolution technologique qui commence à peine et qui tend à faire de la science l'élément le plus décisif de la production.

Pas de solution véritable de la crise du Franc sans une démocratie économique et politique.

En considérant les modalités de réalisation du programme de démocratie économique et sociale correspondant aux besoins de tous les travailleurs, on s'aperçoit que la réalisation de ce programme n'est pas seulement possible, mais qu'elle s'avère être la seule solution véritable à la profonde crise monétaire qui s'aggrave dans notre pays sur la base de la crise du système monétaire capitaliste mondial. La solution de la démocratie avancée ne constitue pas seulement une solution nationale parce qu'elle permet le progrès de la société et de l'économie, mais encore parce qu'elle fournit l'issue définitive de la crise actuelle intérieure et extérieure de la politique économique et de la monnaie, objectivement posée devant tout le pays.

La seule solution nationale réside dans l'émancipation de la dictature du capital monopoliste et financier que permettrait une démocratie économique et politique. La diminution des dépenses militaires, et notamment celles afférant à la force de frappe, qui est loin d'être assurée, ne saurait suffire. Il convient de dénoncer l'assimilation des profits et des investissements monopolistes avec des investissements productifs ou utiles. L'achat d'or et de devises ou de valeurs étrangères montre bien aujourd'hui le caractère essentiellement spéculatif du capital qui ne recherche que le profit. Cette stérilisation du produit du travail national, comme les gaspillages formidables de la concurrence monopolistique, loin d'être des investissements utiles et nécessaires, sapent l'expansion possible de la production, l'emploi, la monnaie et s'opposent au progrès social.

Un programme démocratique hardi, ouvrant la voie au socialisme, répond aux contradictions antagoniques qui minent en profondeur le capitalisme monopoliste d'Etat actuellement, et que révèle la gravité nouvelle de l'inflation. Il s'agit de la contradiction entre l'intervention publique actuelle, à la fois principalement **indirecte** par les canaux du financement (1) et **au profit**

1. Financement de type public des investissements et commandes publiques.

du capital monopoliste, avec la nécessité de mettre fin à l'excès de l'accumulation des capitaux privés et de développer les hommes eux-mêmes, conformément aux implications de la révolution technologique qui commence à peine. Cela nécessite : 1° le passage à l'intervention publique non plus au profit du capital monopoliste mais au bénéfice du développement démocratique de la société ; 2° que cette intervention soit principalement fondée sur des nationalisations démocratiques étendues et dynamiques.

La perspective de relations monétaires internationales nouvelles.

L'impérialisme, au moment actuel de crise de la phase du capitalisme monopoliste d'Etat, cherche la solution du problème monétaire, non seulement par l'exploitation renforcée des masses à l'intérieur, mais aussi par l'exportation des difficultés et les tentatives de domination mondiale (comme celle des U.S.A.), développant les contradictions interimpérialistes, d'une part, et d'autre part l'opposition entre la politique du capital financier plus ou moins cosmopolite et des sociétés transnationales à dominante américaine avec les intérêts des nations. Nous n'avons pas du tout l'intention d'être le « Sud » plus ou moins colonial d'une Europe allemande, ou encore d'une Europe américaine qui serait déjà le Sud « colonial » des Etats-Unis.

Si la démocratie avancée proposée par les communistes permet la solution du problème monétaire conforme à l'intérêt national elle est donc aussi la seule solution internationaliste.

Nous sommes résolument opposés à l'Europe des trusts que tendrait à créer actuellement la marche vers une monnaie européenne. Mais, bien sûr, quels que soient les développements ultérieurs de la situation, aucune transformation dans ce sens n'est irréversible. Des institutions nouvelles qui seraient instaurées feraient l'objet d'une lutte résolue, ouverte sur l'avenir, de l'intérieur de ces institutions comme de l'extérieur de la part des travailleurs.

Les besoins croissants de la coopération entre les nations liée au caractère collectif grandissant des forces productives, sur le plan de la production et de la recherche, l'exigence de la coopération économique, loin d'être incompatibles avec une démocratie économique fondée sur des nationalisations étendues, décentralisées, dynamiques, requièrent au contraire ces nationalisations comme les conditions d'une coopération étroite et hardie dans l'intérêt réciproque des peuples et des nations.

Dans la mesure où la petite Europe des trusts est celle de

l'hégémonie des sociétés cosmopolites à dominante américaine ou éventuellement une Europe sous domination économique allemande, les partisans de la démocratie avancée nationale sont les vrais « européens », les garants d'une coopération respectant l'originalité et les intérêts des peuples européens.

Des transformations démocratiques profondes pourraient d'ailleurs être contagieuses pour certains de nos voisins et permettre de renforcer le nouveau style établi dans nos rapports économiques et monétaires avec les autres pays.

Cela nous permettrait non seulement de mettre la France à l'abri de la tourmente monétaire qui menace gravement la production et l'emploi, mais de contribuer à l'édification progressive d'un autre système monétaire international. Certes, seul le socialisme triomphant à l'échelle mondiale fournirait les conditions d'une coopération monétaire rationnelle et de l'absence de l'hégémonie d'une nation sur d'autres. Mais déjà l'existence des pays socialistes, intervenant toujours plus activement sur le marché mondial est grosse de possibilités. Sur la base d'une démocratie économique et politique, ouvrant la voie au socialisme en France, des relations nouvelles qu'elle permet, des effets qu'elle pourrait avoir sur nos voisins européens, il serait possible d'œuvrer, en collaboration avec les pays sous-développés **en lutte pour leur émancipation nationale** (qui souffrent du poids énorme et croissant des dettes extérieures liées au système monétaire impérialiste), à l'établissement de nouvelles relations monétaires. Ces relations supprimeraient le rôle hégémonique du dollar, mais aussi elles pourraient ouvrir la voie, à travers cette nouvelle coopération entre les peuples, à une émancipation vis-à-vis de la dictature aveugle des lois monétaires du capitalisme.

Ainsi la profondeur de la crise monétaire, sa généralisation dans tout le monde capitaliste, l'acuité qu'elle revêt dans notre pays, son caractère durable, soulignent l'importance pour notre peuple de ne pas céder aux illusions de la rénovation de la domination de l'oligarchie financière. On comprend pourquoi toute politique qui ne s'attachera pas à supprimer la domination du grand capital monopoliste, sera, plus que jamais, condamnée à augmenter les antagonismes qui expliquent les difficultés économiques, sociales et politiques françaises. L'aggravation nouvelle de la politique économique de l'oligarchie financière, sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur, se révèle particulièrement contraignant si l'on se place au niveau des mécanismes monétaires.

2. « Opinion économique et financière » du 2 mai 1969 déclare, dans une étude sur la crise du franc : « Ce que les futures

autorités gouvernementales doivent comprendre d'abord, c'est que la majorité du pays attend de nouveau « que ça change vraiment », sinon dans les objectifs du moins dans les méthodes... de moins en moins populaires pour les atteindre ». C'est donc bien de ce que nous appelons le « replâtrage » de sa domination que l'oligarchie financière recherche, en éprouvant aux élections présidentielles la popularité des masques différents et des méthodes quelque peu rénovés, non seulement pour arriver aux mêmes résultats contraires aux intérêts des travailleurs, mais encore pour poursuivre les mêmes objectifs fondamentaux, l'enrichissement des monopoles, en s'adaptant aux difficultés intérieures et extérieures.

L'étude de la crise monétaire montre que seul un programme de démocratie antimonopoliste conséquent fournira les conditions de la solution des problèmes économiques graves auxquels est confronté notre pays, après deux décennies de domination du capitalisme monopoliste d'Etat et du pouvoir du grand capital sous sa variante troisième force ou sa variante gaulliste. C'est dire la nécessité de la lutte patiente pour l'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques, des partis et des syndicats qui s'en réclament, sur un programme commun de caractère démocratique avancé.

C'est dire la portée des voix qui pèseront en faveur de cette solution, en se portant aux élections présidentielles sur Jacques Duclos.